Contrôles sanitaires et phytosanitaires aux frontières de l'UE

NOV 19 2026

Volume 861 : débattu le jeudi 19 novembre 2026

(Extrait : réponse de la Sous-secrétaire d'État parlementaire, Département de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (Baronne Hayman d'Ullock), aux questions posées en séance).

(Note comité éditorial CFDT-Agriculture : voir (en rouge dans le texte) l'annonce du report au printemps 2028 de la mise en œuvre de l'accord SPS).

Mes Seigneurs, je remercie le noble Lord, Lord Lilley, d'avoir porté ce débat devant nous aujourd'hui et de m'avoir donné l'opportunité de répondre au nom du Gouvernement sur cette question. Je remercie également tous les nobles Lords de tous les bords de la Chambre pour leurs contributions réfléchies et constructives au débat d'aujourd'hui, qui a eu lieu la veille du deuxième sommet Royaume-Uni-UE. Je souhaite particulièrement la bienvenue à ma noble amie Lady Sarpong sur les bancs du Parti travailliste et la remercie pour ses paroles en faveur de l'accord SPS aujourd'hui. Elle a parlé de la réduction de la bureaucratie, des avantages pour les PME et de la croissance. Je fais également écho à ses propos sur la grande perte subie pour la Maison de la baronne Margaret McDonagh.

Ma noble amie Lady Sarpong et le noble Lord, Lord O'Neill, ont soulevé quelques points importants sur l'Afrique et le commerce. Defra dispose de deux attachés agricoles basés en Afrique, avec pour objectif important d'accroître l'accès aux marchés et de fournir des informations et du soutien, afin que les exportateurs puissent entrer et s'y développer.

Cela dit, le gouvernement s'engage à construire une relation plus étroite et plus ambitieuse avec l'Europe. Notre relation avec l'UE est fondamentale pour mettre en œuvre notre agenda économique intérieur et assurer la croissance dans chaque code postal. Il est clair que quitter l'UE a fait plus de mal que de bien, puisque entre 2018 et 2025 les exportations du commerce agroalimentaire vers l'UE ont diminué de 24 %. L'accord de commerce et de coopération a introduit des barrières touchant plus de 1500 produits, dont 61 % concernent l'agroalimentaire. Cela n'a pas besoin d'être le cas pour notre partenaire commercial le plus proche.

Derrière chaque barrière se trouve une vraie personne dont les moyens de subsistance ont été freinés par la bureaucratie des arrangements commerciaux actuels — le fromager du Somerset dont l'activité d'exportation est difficile, l'agriculteur écossais qui ne peut plus vendre de pommes de terre de semence à des clients qu'il approvisionne depuis des décennies, le marchand de coquillages au Pays de Galles qui a dû refuser des commandes parce que sa prise n'est pas fraîche au moment où ils ont terminé leurs papiers, et l'épicerie en Irlande du Nord, qui fait face à une bureaucratie inutile lorsqu'elle reçoit des marchandises en provenance de Grande-Bretagne.

La noble baronne, Lady Hoey, a demandé pourquoi cet accord était nécessaire. Le sommet de demain constitue une étape importante pour redéfinir notre relation avec l'UE et apporter des bénéfices concrets aux entreprises et aux consommateurs britanniques. Notre priorité est de traduire ce partenariat renforcé en avantages économiques tangibles, en éliminant la bureaucratie coûteuse et en rendant le commerce à la fois plus facile et moins cher.

Le gouvernement négocie avec l'UE un accord SPS ambitieux mais pragmatique pour réduire la bureaucratie, stimuler les exportations britanniques, renforcer les chaînes d'approvisionnement, ouvrir des opportunités aux entreprises britanniques de l'alimentation et des boissons, et stimuler la croissance économique. L'accord réduira les coûts associés aux mesures non tarifaires applicables aux exportations de produits agroalimentaires, végétaux, de poisson et de produits de la mer de la Grande-Bretagne vers l'UE. Elle supprimera les certificats sanitaires à l'exportation, ce qui devrait permettre aux entreprises d'économiser jusqu'à 200 £ par certificat. L'accord dans son ensemble pourrait augmenter le volume des exportations britanniques des principales matières premières agricoles vers l'UE d'environ 16 %. Les produits britanniques tels que les produits laitiers, le poisson, les œufs et la viande rouge sont actuellement soumis à des contrôles administratifs à 100 % et jusqu'à 30 % de contrôles physiques. Cet accord supprimera complètement ces obstacles. Le commerce de produits tels que saucisses fraîches, burgers, pommes de terre de semence et certains mollusques bivalves vivants provenant des eaux de classe B pourra reprendre, ce qui rouvrira le marché britannique pour ces produits. Je remercie le noble Lord, Lord Hannay, et mon noble ami Lord Murphy d'avoir reconnu ces avantages.

Bien sûr, jusqu'à ce que le sommet ait lieu demain, je ne peux pas commenter en détail le contenu de l'accord, mais l'engagement avec le Parlement sera essentiel pour le faire avancer. Les membres des deux Chambres apportent une expertise considérable, et leur examen de ce qui sera convenu et de la manière dont cela sera mis en œuvre sera inestimable. Nous continuerons à collaborer étroitement avec les collègues parlementaires et tiendrons à jour les commissions spéciales concernées après le sommet, tout en publiant des directives sur notre site web pour aider les entreprises à se préparer. **Pour répondre à la question du noble Lord, Lord Roborough, la date prévue pour son entrée en vigueur est le printemps 2028.**

L'objectif du gouvernement est de faire tomber autant de barrières commerciales que possible avec notre partenaire commercial le plus proche et le plus proche. À cette fin, l'accord repose sur le modèle d'alignement dynamique, qui est dans l'intérêt des quatre nations du Royaume-Uni, car il délivre ce prix au plus grand nombre possible d'exportateurs agroalimentaires britanniques en réduisant les coûts des contrôles de certification à la frontière. De nombreux exportateurs agroalimentaires britanniques respectent déjà en pratique les exigences de l'UE pour continuer à vendre leurs produits, et, une fois qu'un accord sera mis en œuvre, ils continueront à le faire avec moins de bureaucratie, ce qui permet d'économiser un temps précieux sur la paperasse fastidieuse.

Le noble Lord, Lord Lilley, et d'autres ont justement identifié qu'il existe d'autres accords commerciaux fondés sur des dispositions d'équivalence, en particulier en référence aux accords entre la Nouvelle-Zélande et l'UE. Si cela simplifie les contrôles pour une sélection limitée de marchandises, cela n'élimine pas la nécessité de tous les documents ou des contrôles documentaires à la frontière. La Nouvelle-Zélande ne fait pas partie d'une zone SPS partagée de l'UE. Je note également que le volume des échanges entre l'UE et la Nouvelle-Zélande est nettement inférieur à celui de notre commerce avec l'UE, et que la Nouvelle-Zélande est, bien sûr, géographiquement beaucoup plus éloignée. Il est important de souligner que la Nouvelle-Zélande ne peut pas exporter des produits tels que la viande rouge fraîche hachée, et que de nombreux

biens tels que les animaux vivants, le poisson, les produits laitiers et composites nécessitent encore des contrôles documentaires et d'identité, et, dans certains cas, nécessitent encore des contrôles physiques.

Je souligne à l'Assemblée que garantir que l'Irlande du Nord bénéficie de cet accord a été au cœur des négociations. Un alignement dynamique dans les domaines couverts par l'accord permettra aux avantages de s'étendre à l'ensemble du Royaume-Uni, sous réserve d'exceptions convenues, et grâce à l'interaction de l'accord avec le cadre de Windsor. Presque toutes les frictions liées aux exigences SPS concernant les mouvements de la Grande-Bretagne vers l'Irlande du Nord seront éliminées en supprimant la grande majorité des exigences de contrôle, de certification et d'étiquetage pour les marchandises concernées.

Il est important d'ajouter que l'alignement dynamique ne signifie pas que chaque règle britannique reflétera automatiquement celle de l'UE. Le gouvernement a poursuivi des exceptions spécifiques lorsqu'il est important pour le Royaume-Uni de conserver ses propres règles. Plus de détails seront disponibles après le sommet. Le gouvernement fait un choix pragmatique en poursuivant des règles communes dans des domaines définis, où cela supprime les obstacles coûteux au commerce et soutient la croissance. Nous pourrons nous engager dès le départ sur les mesures pertinentes futures de l'UE, et soulever des preuves et des préoccupations lorsque les intérêts britanniques pourraient être affectés.

J'assure à la Chambre que faciliter un commerce sûr de l'agroalimentaire est une priorité pour ce gouvernement. Defra a déjà commencé à travailler pour s'assurer que notre frontière est prête pour le nouvel accord tout en continuant de protéger notre biosécurité. Nos solides protections et mesures fondées sur le risque continueront de préserver la biosécurité du Royaume-Uni pour l'avenir. En fait, ils renforceront la coopération en matière de biosécurité, notamment par l'accès aux agences, systèmes et bases de données de l'UE et un plus grand partage des données, de la science et des preuves. Le Royaume-Uni jouera un rôle clé aux côtés des États membres de l'UE pour protéger la zone SPS commune UK-UE contre la biosécurité externe et les risques pour la santé publique. Il est important de noter que nous pourrons toujours prendre des mesures ciblées lorsque des menaces surviennent, de la même manière que les États membres de l'UE, y compris des mesures nationales en réponse à des menaces spécifiques.

J'en viens maintenant à quelques questions précises. Je ferai de mon mieux dans le temps dont je dispose, mais il y a beaucoup de choses à parcourir, alors j'écrirai à tous les nobles Lords dont j'aurais manqué les questions. Évidemment, il y aura de nombreuses occasions d'en discuter plus en détail dans les semaines à venir.

Le noble Lord, Lord Lilley, a demandé si cela rendrait les aliments provenant de pays non membres de l'UE plus cher et compromettrait d'autres accords commerciaux. Nous restons une nation commerciale indépendante, libre de négocier et de conclure des accords commerciaux dans le monde entier. L'accord pourrait modifier les contrôles sur certaines importations hors UE, mais de nombreuses grandes importations ne seront pas confrontées à de contrôles supplémentaires. Notre priorité est de maintenir les coûts bas. La suppression des obstacles avec notre plus grand partenaire commercial agroalimentaire réduira les coûts et les retards pour les entreprises. Nous aurons un commerce plus fluide avec l'UE, tout en maintenant de solides partenariats commerciaux mondiaux.

Les règles de l'OMC ont été mentionnées par plusieurs nobles Lords, dont le noble Lord, Lord Lilley, ma noble amie Lady Chapman et le noble Lord, Lord Carlile. Bien qu'il existe évidemment

un accord SPS de l'Organisation mondiale du commerce qui fixe les règles de base, un principe fondamental de cet accord est que les membres ont le droit de fixer leur niveau approprié de protection SPS. Dans ce contexte, l'accord SPS Royaume-Uni-UE profite au Royaume-Uni en établissant une zone SPS commune au sein de l'UE, mais il appartient à l'UE de s'exprimer sur ses obligations concernant l'accord SPS de l'Organisation mondiale du commerce. Cependant, il est très clair que les membres de l'Organisation mondiale du commerce peuvent déterminer eux-mêmes leur niveau de protection approprié. Un accord SPS Royaume-Uni-UE fondé sur une intégration profonde fonctionne le mieux pour la biosécurité britannique, et cet accord offre l'accès aux systèmes et bases de données des agences de l'UE.

La noble baronne, Lady Lawlor, a suggéré que nous violions des accords internationaux. Il est d'usage que les membres de l'OMC appliquent les contrôles SPS les uns aux autres. Ce n'est pas, en principe, une violation des obligations de l'OMC. Si nous défendrons toujours les exportations britanniques, nous reconnaissons également que l'UE a actuellement le droit d'appliquer des contrôles SPS au commerce en provenance du Royaume-Uni, conformément à ses obligations à l'OMC et au TCA.

Le noble Lord, Lord Redwood, et la noble baronne, Lady Lawlor, parlèrent de l'importance de soutenir les agriculteurs. Absolument ; nous avons travaillé en étroite collaboration avec l'industrie agricole au fil des négociations, y compris avec la NFU. Elle a été impliquée avec Defra tout au long des négociations de l'accord SPS. Nous continuerons à discuter et à interagir avec elle alors que nous nous préparons à l'application de l'accord. Le noble Lord a également interrogé sur le budget. De toute évidence, je ne peux pas commenter un budget qui est dans quelques mois à venir.

Le noble Lord, Lord Redwood, a également posé des questions sur les paiements de l'UE. Les paiements sont soumis à des négociations et nous discuterons de l'échéance des paiements proportionnés pour l'accès aux systèmes et bases de données dont nous avons besoin dans le cadre de l'accord.

L'Irlande du Nord a été mentionnée par plusieurs nobles Lords. Mon noble ami Lord Murphy a accompli énormément de travail dans ce domaine. Le cadre de Windsor continuera, bien entendu, à s'appliquer en Irlande du Nord. Cependant, une fois l'accord SPS mis en œuvre, ses avantages s'étendront à l'Irlande du Nord grâce à l'interaction avec le cadre de Windsor, créant ainsi des opportunités pour favoriser davantage le commerce au sein du système du marché intérieur britannique. Cela signifie que la grande majorité des marchandises se déplaçant de la Grande-Bretagne vers l'Irlande du Nord n'auront plus besoin de certificats ni de contrôles agroalimentaires. De plus, la grande majorité des biens ne nécessite plus l'étiquetage « Pas pour l'UE ». Cela changera la nécessité de disposer de dispositifs du cadre de Windsor, tels que le système d'étiquetage phytosanitaire d'Irlande du Nord, qui fermera.

La noble baronne, Lady Hoey, a suggéré que la suppression des contrôles frontaliers pourrait compromettre la biosécurité. L'accord SPS ne supprimera pas nos protections de biosécurité ; des protections solides et des mesures fondées sur le risque continueront de protéger la biosécurité britannique et de maintenir nos normes élevées. Il est important de souligner que, comme je viens de le mentionner, cela renforcera la coopération en matière de biosécurité, notamment par l'accès aux agences, systèmes et bases de données de l'UE et un plus grand partage des données, de la science et des preuves. Le Royaume-Uni jouera un rôle clé aux côtés des États membres de l'UE pour protéger la zone SPS commune UK-UE contre la biosécurité externe et les risques pour la

santé publique. Il est important de noter que l'accord ne signifie pas la fin des contrôles aux frontières. Des postes de contrôle frontaliers et des points de contrôle continueront d'être nécessaires pour les importations pertinentes du reste du monde et certaines marchandises à haut risque en provenance de l'UE, notamment des animaux vivants, des produits germinaux et certaines plantes, qui nécessiteront encore une documentation et/ou une inspection dans les locaux de destination.

Il convient de souligner que je vais en fait me rendre en Irlande du Nord la semaine prochaine. J'aurai deux jours à Belfast pour rencontrer des entreprises et des ministres afin de discuter de la meilleure manière de travailler avec l'Irlande du Nord à mesure que nous avançons vers la mise en œuvre. Comme l'a dit mon noble ami Lord Murphy, les entreprises là-bas accueillent très favorablement cet accord ; J'ai travaillé longtemps avec des entreprises en Irlande du Nord. Elle supprime les contrôles SPS de routine pour la grande majorité des marchandises — ce que ces entreprises en Irlande du Nord me demandent depuis deux ans.

Le noble Lord, Lord Carlile, a interrogé sur le soutien aux affaires et la préparation aux affaires. Nous comprenons parfaitement que les entreprises ont besoin de clarté sur les changements à venir, les calendriers de mise en œuvre et les exigences législatives pour planifier efficacement. Nous avons appris des erreurs commises pendant le Brexit, lorsqu'il y avait trop de changements et que les entreprises n'avaient pas de clarté. Ils ont été très clairs sur le fait que c'est ce dont ils ont besoin pour cela. Les entreprises recevront une explication de l'accord, des informations GOV.UK mises à jour ainsi qu'une prospective précisant ce qu'elles doivent faire maintenant, quelles informations supplémentaires seront fournies et quand. Il est absolument primordial pour ce gouvernement et pour Defra de fournir des informations claires et en temps voulu, et nous publierons ce que nous pouvons au fur et à mesure de l'avancement des négociations.

Sur la manière dont les entreprises sont consultées, Defra a lancé un appel d'information au printemps 2026 pour les entendre directement sur ce dont elles ont besoin, et un résumé des réponses a été publié sur GOV.UK. L'appel à l'information a révélé de forts bénéfices anticipés : 68 % des répondants s'attendent à une réduction des coûts de conformité, environ la moitié anticipent un meilleur accès au marché et des coûts d'importation réduits, et la moitié s'attendent à une augmentation des exportations. Les entreprises qui commercent actuellement avec l'UE se sont montrées particulièrement positives, mettant en avant la perspective d'une réduction de la paperasse, d'un nombre réduit de contrôles aux frontières et d'un coût de certification moindre comme des gains significatifs à court terme. Nous avons également mis en place un conseil consultatif commercial sur l'accord SPS, que je préside personnellement, aux côtés d'autres sous-groupes sectoriels, afin de garantir que les entreprises et le gouvernement travaillent en partenariat pour mettre en œuvre le nouvel accord. Je remercie les entreprises et associations professionnelles d'avoir participé à ce travail de partenariat étroit. Ces retours ont contribué à façonner l'élaboration de notre politique ainsi que les conseils pratiques et le soutien que nous fournissons. Nous disposons de conseils pratiques détaillés à leur place, et les entreprises de toutes tailles bénéficieront dès le premier jour. Je rassure le noble Lord, Lord Carlile, en disant que cela inclut l'Irlande du Nord et que des députés nord-irlandais sont impliqués dans ces discussions.

Les directives comprendront également des outils spécifiques et un soutien à la mise en œuvre à mesure que les arrangements de mise en œuvre arriveront à maturité. L'idée est qu'elle soit très pratique, c'est pourquoi nous travaillons avec les associations professionnelles et les entreprises pour nous assurer que les directives reflètent ce qu'elles doivent savoir et qu'elles atteignent les entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement, les aidant à comprendre les

informations pratiques. Cela garantira qu'ils puissent se préparer correctement à la mise en œuvre.

Le noble Lord, Lord Carlile, a posé des questions sur le guichet unique. Nous progressons bien dans la conception et le développement du service à guichet unique amélioré ; Je sais que c'est frustrant que nous n'en soyons pas encore là. Nous nous attendons à ce qu'il soit opérationnel cette année financière, et nous sommes reconnaissants envers les entreprises et les parties prenantes de nous avoir soutenus dans son développement.

La pêche a été mentionnée par le noble Lord, Lord Redwood, et par la noble baronne, Lady Grender. Le gouvernement a conclu un accord qui garantit des retours à notre communauté de pêcheurs. Nous cherchons à supprimer la bureaucratie et à rétablir les exportations de coquillages vers l'UE, ce qui est particulièrement important pour le Pays de Galles, en protégeant l'augmentation significative des quotas qui a accompagné l'accord sur le Brexit et en maintenant l'autonomie réglementaire des eaux britanniques. Nous comprenons que la pêche britannique a besoin d'une certitude à long terme, et nous sommes engagés pour la prospérité et la durabilité à long terme de notre industrie de la pêche.

Le noble Lord, Lord Hannay, posa des questions sur la souveraineté et la formation des décisions. Nous ne cherchons évidemment pas à un vote sur la législation européenne, mais le Royaume-Uni jouera un rôle très significatif dans la formation des décisions affectant l'espace SPS commun. Comme je l'ai dit plus tôt, nous devons rassembler les gens. L'expertise britannique en science, réglementation et industrie doit être dans l'élaboration des règles pertinentes, et l'impact et la valeur de cela ne doivent pas être sous-estimés. Notre objectif est d'influencer en amont pendant l'élaboration de la politique, plutôt que de simplement réagir.

Concernant l'élevage de précision, je ne peux pas commenter les détails avant le sommet de demain, mais nous avons été parfaitement clairs sur l'importance de pouvoir soutenir l'utilisation de technologies nouvelles et innovantes, et nous restons déterminés à aller de l'avant avec la loi sur la technologie génétique (sélection de précision) de 2023.

La noble baronne, Lady Grender, et le noble Lord, Lord Roborough, mentionnèrent les pesticides. Nous sommes conscients des préoccupations et nous avons été absolument clairs avec l'UE sur la nécessité de convenir de dispositions transitoires appropriées.

Concernant les futurs changements législatifs, nous avons l'intention de donner des pouvoirs, par le biais du projet de loi sur le partenariat européen, qui sera établi peu après la signature de l'accord, pour respecter les obligations du traité dans les accords avec l'UE, ce qui permettra la mise en œuvre à l'intérieur du pays d'engagements pertinents. J'assure aux nobles Lords que le Parlement aura l'occasion d'examiner ces pouvoirs et leurs mécanismes de contrôle associés une fois que le projet de loi sera présenté.

Les nobles Lords, Lord Frost et Lord Roborough, et d'autres, ont déclaré que les chiffres du gouvernement sont trompeurs. Nous avions précédemment publié des modélisations estimant que l'accord pourrait augmenter le PIB britannique jusqu'à 0,14 % par an sur le long terme — soit l'équivalent de 5,1 milliards de livres sterling par an. Ce chiffre représente l'estimation supérieure du gouvernement de l'augmentation annuelle à long terme du PIB britannique issue de l'accord SPS, comparée au scénario de non-accord. L'année 2040 est utilisée comme le « long terme » pour refléter l'économie une fois toutes les transitions à court terme traitées, ce qui est généralement supposé prendre environ 10 à 15 ans après l'accord, sur la base des modélisations

économiques établies et des meilleures preuves disponibles. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une prévision précise mais plutôt d'une évaluation, et nous continuerons à évaluer au fil de l'avenir.

Le noble Lord, Lord Frost, demanda des coûts. Nous évaluerons l'impact dans le cadre du processus réglementaire normal, qui sera développé parallèlement à la législation secondaire requise pour l'accord.

Les nobles Lords, Lord Verdirame et Lord Roborough, ont posé un certain nombre de questions assez complexes concernant le CPTPP et d'autres domaines. Je vais manquer de temps. Comme les sujets sont assez détaillés, j'écrirai au noble Lord, Lord Verdirame, pour m'assurer que les autres nobles Lords ayant participé soient pris en photo. Dans les cinq dernières secondes, je remercie tout le monde d'avoir participé à ce débat important. J'attends avec intérêt les débats futurs sur l'accord de partenariat avec l'UE.